



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

**VENDREDI 24 JUIN 2022**

L'an deux mille vingt deux, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

GUILLORÉ Alexandra

### **Excusés**

BERVAS Viviane (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TANGUY Anne)  
KERLAN Frédéric (pouvoir à LECLERC Patrick)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)  
BLANDIN Lénéaïc (pouvoir à CORNEC Elodie)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)  
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)  
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)  
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)

### **Absents**

SERGEANT André

Conseil de Communauté du 24 juin 2022  
Délibération n°DCC2022\_092

<b>Objet</b>	<b>Création d'un Comité Social Territorial</b>
--------------	--

Rapporteur	Bernard GOALEC
------------	----------------

Service	Service Ressources Humaines
---------	-----------------------------

Thème	Ressources humaines
-------	---------------------

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

La loi de transformation de la fonction publique modifie les instances du dialogue social et plus particulièrement le Comité Technique (CT) et le Comité d'Hygiène, Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) appelés à fusionner pour devenir une instance unique dénommée le Comité Social Territorial (CST).

Cette nouvelle instance est consultée sur toutes les questions relatives à l'organisation collective et au fonctionnement des services de l'établissement.

Chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents doit créer obligatoirement un CST. La Communauté ayant recensé un effectif de 110 agents au 1<sup>er</sup> janvier 2022, doit créer son propre CST.

La réglementation prévoit également la création au sein du CST d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, qui est obligatoire à partir d'un seuil d'effectifs fixé à 200 agents. En-deçà de ce seuil, la création de cette formation spécialisée devra être justifiée par l'existence de risques professionnels particuliers. Compte tenu de l'effectif recensé, la Communauté n'a pas l'obligation de créer cette formation.

Dans le cadre des prochaines élections professionnelles qui auront lieu le jeudi 8 décembre 2022, il convient de déterminer le nombre de représentants du personnel siégeant au sein du CST.

Pour rappel, lorsque l'effectif est supérieur ou égal à 50 agents et inférieur à 200 agents, le nombre de représentants titulaires du personnel est compris entre 3 et 5 représentants. Les membres suppléants sont en nombre égal à celui des membres titulaires. La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans.

Il convient également de déterminer le nombre de représentants titulaires de l'établissement et si le recueil de l'avis de ces représentants est autorisé. La loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social a supprimé le paritarisme entre les deux collèges du CT. Toutefois, considérant qu'un dialogue social de qualité est une condition indispensable de réussite pour étudier les questions examinées en CST, il apparaît logique de maintenir le paritarisme au sein du CST.

Le mandat des représentants de l'établissement expire en même temps que leur mandat ou fonction ou à la date du renouvellement total ou partiel de l'organe délibérant de l'établissement.

## **DÉLIBÉRATION:**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 24 mai 2022, soit 6 mois au moins avant la date du scrutin,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 10 juin 2022

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 17 mai 2022

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

#### **Article 1:**

**Approuve la création d'un Comité Social Territorial compétent pour les agents de la Communauté d'Agglomération,**

#### **Article 2 :**

**Fixe le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du CST à 3 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,**

#### **Article 3 :**

**Fixe le nombre de représentants titulaires de l'établissement au sein du CST à 3 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,**

#### **Article 4 :**

**Autorise le recueil de l'avis des représentants de l'établissement sur toutes les questions sur lesquelles le CST est amené à se prononcer,**

#### **Article 5 :**

**Informe Monsieur le Président du Centre de gestion du Finistère de la création du CST,**

#### **Article 6 :**

**Autorise Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**